

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 14 mars 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Suez RV Lorraine
ZI Sainte Agathe
Boucle des Dinandiers
57290 Fameck

Références : FAMECK_SUEZ-RV-LORRAINE_2023-03-14_RAPVI_DNB_24657
Code AIOT : 0006206637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2023 dans l'établissement Suez RV Lorraine implanté ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck. L'inspection a été annoncée le 3 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 10 mars 2023 est ciblée sur les constats susceptibles de suites issus de la visite du 14 octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Suez RV Lorraine
- ZI Sainte Agathe 57 Boucle des Dinandiers 57290 Fameck
- Code AIOT : 0006206637
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société Suez RV Lorraine est notamment encadré par :

- l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 (activité de centre de tri déchets industriels banals : "Tri DIB") ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-DLP/BUPE-61 du 21 mars 2016.

L'établissement est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2711, 2713, 2714 et 2716.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- volume déchets
- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume de bois stocké	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2016, article 3 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
2	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 17 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats et des justificatifs apportés par l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume de bois stocké

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2016, article 3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative - Volume bois stocké rubrique 2714
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Néant dans l'immédiat• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p>La nature des installations classées autorisées pour l'ensemble du site exploité est précisée dans le tableau ci-dessous [tableau non reproduit] :</p> <p>Au titre de la rubrique 2714 "Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers / cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois" : [...], le volume maximal autorisé est de 2500 m³ de bois incluant les déchets à trier et les déchets triés en attente d'évacuation. [...]</p>
Constats : <u>Extrait des constats de la visite du 14 octobre 2022 :</u> <p>L'inspection a constaté un volume important de bois trié en attente d'évacuation sans pouvoir évaluer ce volume par rapport au volume maximal autorisé.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 10 mars 2023 :</u></p> <p>Les justificatifs apportés par l'exploitant préalablement à la visite de ce jour et les constats effectués ce jour par l'inspection mettent en évidence que le volume de bois effectivement stocké (cumul bois à trier et bois trié en attente d'évacuation) au titre de la rubrique 2714-1 de la nomenclature ICPE est conforme au volume maximal autorisé susvisé (2500 m³).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 17 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Néant dans l'immédiat• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours
Prescription contrôlée : <p><u>Article 17 (partiel) de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé (applicable au « Tri Collecte Sélective (CS) » et « Tri DIB » :</u></p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>[Tableaux non-reproduits]</p> <p><u>Article 43 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-77 du 17 février 2006 susvisé (applicable uniquement à l'activité de centre de tri déchets industriels banals : « Tri DIB ») :</u></p> <p>Avant rejet dans le réseau collectif, les eaux pluviales doivent respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH 6,5<pH<8,5 ;- Matières en suspension (MES) < 30 mg/l ;- Hydrocarbures totaux < 5mg/l ;- DCO < 125 mg/l [...]
Constats : Au regard des éléments présentés par l'exploitant, le flux journalier maximal des effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel par le site est inférieur à 15 kg/j.
<p>Vu le rapport d'analyses du 3 février 2023 relatif aux rejets d'eaux pluviales, l'inspection constate que les valeurs limites de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none">- fixées par l'article 17 susvisé sont respectées pour l'ensemble des paramètres mesurés au point de rejet « Tri DIB » et au point de rejet « Tri Collecte Sélective (CS) » ;- fixées par l'article 43 susvisé, sont respectées pour l'ensemble des paramètres mesurés au point de rejet « Tri DIB ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet